

Unité départementale de la Moselle
4 rue François de Guise
CS 50551
57009 Metz Cedex 01
Tél : 03 54 44 02 80
ud57.dreal-grand-est@developpement-durable.gouv.fr

Metz, le 04 janvier 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 06/12/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

TOTALENERGIES PETROCHEMICALS FRANCE – atelier RW

Usine de Carling
BP 90290
57500 Saint-Avold

Références : ST-AVOLD_TEPF_RW_2024-01-02_RAPVI_SGS_MFMTK_25821.docx
ST-AVOLD_TEPF_RW_2024-01-02_RAPVI_SGS_MFMTK_25821.docx
Code AIOT : 0006201749

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 6 décembre 2023 de l'atelier RW dans l'établissement TotalEnergies Petrochemicals France (TEPF) implanté Établissement de Carling BP 90290 - 57500 Saint-Avold. L'inspection a été annoncée le 06/11/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite s'inscrit dans le cadre d'une action nationale sur le retour d'expérience (REX) des incidents/accidents dans les établissements classés SEVESO Seuil Haut. Elle vise à vérifier les dispositions mises en place par l'exploitant pour recenser, analyser et chercher les causes profondes d'un accident, mettre en place un REX et en tirer les enseignements pour le futur.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TOTALENERGIES Petrochemicals France
- Établissement de Carling BP 90290 - 57500 Saint-Avold
- Code AIOT : 0006201749
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

La société TotalEnergies Petrochemicals France (TEPF) exploite au sein du secteur Résines Logistique Utilités (RLU) un atelier de production de résines W à partir de monomères non produits sur le site et commercialisées sous forme de pastilles claires (atelier RW).

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- SGS (Système de Gestion de la Sécurité) et retour d'expérience (REX) des incidents/accidents.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Existence d'un Système de Gestion de la Sécurité (SGS)	Arrêté Ministériel du 26/05/2014 modifié, article 8 (partiel)	Sans objet
2	Mode de	Arrêté Ministériel du 26/05/2014	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	recensement des événements et mode de filtre	modifié, point 6 de l'annexe I (partiel)	
3	Suivi des défaillances des mesures de maîtrise des risques (MMR)	Arrêté Ministériel du 26/05/2014 modifié, point 5 de l'article 7 (partiel)	Sans objet
4	Déclaration et analyse des causes des événements	Code de l'environnement du 27/09/2020, article R512-69 (partiel)	Sans objet
5	Exploitation du retour d'expérience (REX)	Arrêté Ministériel du 26/05/2014 modifié, point 6 de l'annexe I (partiel)	Sans objet
6	Pompes de transfert	Arrêté Préfectoral du 17/09/2015, article 5.1.5.3 (partiel)	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il ressort notamment des constats réalisés lors de la visite du 6 décembre 2023 une amélioration à apporter sur l'outil d'enregistrement des défaillances et anomalies des Mesures de Maîtrise des Risques (MMR) afin d'identifier rapidement lorsqu'il s'agit d'une MMR.

Au vu des éléments dont dispose l'inspection des installations classées ainsi que des constats réalisés lors de la visite, aucune suite administrative n'est proposée.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Existence d'un Système de Gestion de la Sécurité (SGS)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014 modifié, article 8 (partiel)
Thème(s) : Actions nationales 2023, SGS
Prescription contrôlée : « L'exploitant met en place dans l'établissement un système de gestion de la sécurité applicable à toutes les installations susceptibles de générer des accidents majeurs en application de l'article L. 515-40 du code de l'environnement. Le système de gestion de la sécurité est conforme aux dispositions mentionnées en annexe I au présent arrêté. [...] »
Constats : Lors de la visite du 6 décembre 2023, l'exploitant a présenté à l'inspection des installations classées le manuel "Système de Gestion de la Sécurité" (SGS) référencé TPF-PPAM révision 4 du 8 novembre 2019 qui expose la politique de prévention des accidents majeurs globale au niveau du site TEPF de St Avold. Les différentes procédures, annexées au manuel SGS, sont ensuite rédigées par atelier et/ou thématiques. Dans le cadre de la visite du 6 décembre 2023, la bonne application des procédures relatives à la gestion des événements, anomalies, non conformités et REX, pour ce qui concerne l'atelier RW ont été analysées. Le manuel SGS référencé TPF-PPAM révision 4 du 8 novembre 2019 inclus la procédure de mise en œuvre des audits et des revues de direction mentionnée au point 7 de l'annexe I de l'arrêté du 26 mai 2014 modifié. Lors de la dernière revue de direction du 29 juin 2023, transmis à la préfecture de Moselle par courrier du 27 septembre 2023, le SGS mis en œuvre a été jugé efficace. Aucune modification n'a été actée. La mise en place d'un manuel de SGS ainsi que la bonne application des procédures relative à la gestion des événements, anomalies, non-conformités et REX (annexées à ce manuel) a été vérifiée par sondage pour l'atelier RW et n'appelle aucune observation de la part de l'inspection des installations classées.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Mode de recensement des événements et mode de filtre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014 modifié, point 6 de l'annexe I (partiel)
Thème(s) : Actions nationales 2023, Gestion des incidents / accidents
Prescription contrôlée : « [...] » Les procédures englobent le système de notification des accidents majeurs ou des accidents évités de justesse, notamment lorsqu'il y a eu des défaillances des mesures de prévention « [...] »
Constats : La procédure TPF-PGE-04 Révision 4 du 30 novembre 2023 a été présentée lors de la visite du 6 décembre 2023. La procédure définit une cotation de la gravité d'un accident et un synoptique permet de définir les actions et communications à mettre en place en fonction de la cotation. L'exploitant a mis à disposition de l'inspection des installations classées, la liste des accidents et incidents survenus entre 2020 et 2023. Onze incidents ont été déclarés, aucun accident majeur n'a été déclaré sur cette période. L'analyse de la cotation de la gravité conformément aux grilles définies dans le SGS permet à l'exploitant de définir des seuils pour la diffusion de l'information aux acteurs concernés (interne et/ou externe). Ces documents sont disponibles sur le réseau interne de la société et ont été mis à disposition de l'inspection des installations classées lors de la visite du 6 décembre 2023 et transmis par mail le 15 décembre 2023. La bonne application de la procédure TPF-PGE-04 Révision 4 du 30 novembre 2023 a été vérifiée par sondage sur deux des onze incidents déclarés entre 2020 et 2023 (rupture d'un disque de rupture suite au dysfonctionnement d'une vanne et défaillance d'une vanne) et n'appelle pas d'observation de la part de l'inspection des installations classées.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Suivi des défaillances des mesures de maîtrise des risques (MMR)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014 modifié, point 5 de l'article 7 (partiel)
Thème(s) : Risques accidentels, MMR
Prescription contrôlée : « [...] » Les défaillances des mesures de maîtrise des risques sont enregistrées et gérées par l'exploitant. Ces défaillances sont analysées et les actions correctives et/ ou préventives nécessaires sont menées. Les anomalies des mesures de maîtrise des risques, y compris celles conduisant à des périodes d'indisponibilité, sont enregistrées, le cas échéant, les actions correctives nécessaires sont menées. Les anomalies enregistrées sont analysées et font l'objet d'une revue, aboutissant si nécessaire, à la mise en œuvre de mesures préventives ou correctives. « [...] »
Constats : La liste des défaillances et anomalies des mesures de maîtrise des risques (MMR) a été transmise à l'inspection des installations classées en amont de la visite par mail du 1 décembre 2023. Entre 2020 et 2023, 9 défaillances et/ou anomalies ont été recensées concernant ces MMR. Les défaillances et anomalies sont enregistrées et gérées par l'exploitant à partir de l'outil RAMSES. Ces défaillances et anomalies sont analysées en termes de gravité, les causes sont identifiées et les actions correctives sont mises en place. L'exploitant déclare que des revues mensuelles sont mises en place pour évaluer l'efficacité des actions correctives. Ces revues sont réalisées en présence des services maintenance, HSE, exploitation et procédé.
Observations : L'inspection des installations classées remarque que l'outil RAMSES, présenté lors de la visite, ne permet pas de différencier les défaillances et anomalies liées à une MMR d'une défaillance liée à un autre équipement de l'atelier. L'exploitant s'est engagé, lors de la visite du 6 décembre 2023, à apporter les modifications

nécessaires dans l'outil permettant ainsi d'identifier rapidement lorsqu'il s'agit d'une défaillance de MMR.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Déclaration et analyse des causes des évènements

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 27/09/2020, article R512-69 (partiel)
Thème(s) : Actions nationales 2023, Gestion des incidents / accidents / presque accidents
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>« L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.</p> <p>Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. [...] »</p> <p>Constats :</p> <p>La procédure TPF-PGE-04 Révision 4 du 30 novembre 2023 a été présentée lors de la visite du 6 décembre 2023.</p> <p>En 2023, il y a eu six incidents recensés par l'exploitant. En revanche aucun des six incidents n'a fait l'objet d'une information à l'inspection des installations classées.</p> <p>L'exploitant a présenté, pour deux des six incidents, l'analyse qui a été réalisée selon la grille de gravité utilisée par TEPF et qui permet de justifier l'absence de déclaration vers l'inspection des installations classées (conformément aux seuils pour la diffusion de l'information indiqués au constat 2).</p> <p>La bonne application de la prescription a été vérifiée par sondage sur deux des six incidents déclarés en 2023 (rupture d'un disque de rupture suite au dysfonctionnement d'une vanne et défaillance d'une vanne) et n'appelle pas d'observation de la part de l'inspection des installations classées.</p> <p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Exploitation du retour d'expérience (REX)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014 modifié, point 6 de l'annexe I (partiel)
Thème(s) : Actions nationales 2023, Gestion des incidents / accidents
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><u>Point 6 de l'annexe I de l'arrêté ministériel modifié du 26/05/2014 (partiel)</u></p> <p>« [...] Les procédures englobent [...] les enquêtes faites à ce sujet et le suivi, en s'inspirant des expériences du passé. [...] »</p> <p><u>Article 1.3.1 de l'arrêté préfectoral modifié du 17/09/2015 (partiel)</u></p> <p>« Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément [...] données techniques contenus dans les différents dossiers déposés. [...] »</p> <p>Constats :</p> <p>La procédure TPF-PGE-04 Révision 4 du 30 novembre 2023 a été présentée lors de la visite du 6 décembre 2023. Elle prend en compte l'analyse sur le retour d'expérience (REX).</p> <p>L'exploitant déclare que l'analyse de risque est réalisée de manière systématique sans prendre en compte le degré de gravité de l'accident/incident. Cependant, seuls les accidents majeurs sont pris en compte dans les remontées d'informations internes au groupe.</p> <p>Un accident majeur a été déclaré par l'exploitant en 2017 (fuite de trifluorure de bore - BF3).</p>

<p>Par sondage, les modes opératoires critiques POLY.01 du 17 janvier 2019 et POLY.17 du 9 novembre 2018 ont été analysés. Les documents ont été mis à jour respectivement en 2019 et 2018 suite à l'accident de 2017. Ces documents prennent en compte les mesures d'urgences et mesures complémentaires à réaliser par les opérateurs. Un rappel sur l'accident est également présent dans le mode opératoire.</p> <p>Il a été constaté que les modes opératoires POLY.01 et POLY.17, dans leurs versions mises à jour, sont disponibles en salle de contrôle pour les opérateurs.</p> <p>Suite à l'incident du 2 septembre 2017 (fuite de BF3 sur une vanne manuelle), l'exploitant a déclaré, dans le réexamen de son étude de danger (version de février 2021), que "les vannes BF3 sont remplacées à intervalle régulier de manière préventive (à minima tous les 6 ans lors des grands arrêts)", soit au plus tard au 2 septembre 2023.</p> <p>L'exploitant déclare, lors de la visite du 6 décembre 2023, que les vannes du rack haute pression (HP) et basse pression (BP) ont été changées en 2021 lors de l'arrêt de l'atelier RW. Les éléments permettant de justifier du changement des vannes ont été demandés par l'inspection des installations classées lors de la visite. Les documents ont été transmis par mail du 15 décembre 2023 et permettent de constater la conformité avec les données du réexamen de l'étude de danger.</p> <p>Ce constat n'appelle pas d'observation de la part de l'inspection des installations classées.</p> <p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
--

N° 6 : Pompes de transfert

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/09/2015 modifié, article 5.1.5.3 (partiel)
Thème(s) : Risques accidentels, Barrières de sécurité
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>"Les pompes de transfert des bacs de stockage vers l'unité de fabrication ne peuvent être démarrées qu'en local : leur arrêt est commandable à distance. L'arrêt ou le fonctionnement des pompes est visualisé en salle de contrôle. [...]"</p> <p>Le circuit d'alimentation de l'atelier est muni d'une régulation de débit avec alarme débit bas reportée en salle de contrôle. [...] »</p>
<p>Constats :</p> <p>Les constats réalisés en salle de contrôle et sur le terrain ainsi que l'échange avec un opérateur en salle de contrôle n'appelle aucune observation de la part de l'inspection des installations classées.</p>
Type de suites proposées : Sans suite